

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## TF1 : l'intox de Hanoï

**D**ANS son émission *L'Événement*, TF1 a présenté jeudi soir un documentaire filmé par le cinéaste grand reporter, Roger Pic, sur le Kampuchea tel qu'il serait aujourd'hui. Commentaires et images, pour ceux qui n'y prendraient pas garde, constituaient une opération de propagande malhonnête contre les patriotes khmers et particulièrement contre leurs dirigeants, Pol Pot et Ieng Sary. Ce montage venait à point pour essayer de compléter la campagne d'intoxication développée par les dirigeants vietnamiens qui ont annoncé avec fracas la prétendue fuite de Pol Pot d'abord en Thaïlande, ensuite en Chine.

Mais pour ceux qui savent vraiment regarder un tel documentaire, il est évident qu'il témoignait en sens inverse des immenses difficultés rencontrées par les Vietnamiens pour imposer leur fascisme et leurs marionnettes au Kampuchea. D'abord, il n'y eut pas une seule image de la campagne kampuchéenne, pas un seul village, seules furent présentées des vues de la capitale, Phnom Penh. Et encore le commentaire était-il truqué : un exemple précis fut celui de l'attribution à Pol Pot de la destruction du plus important immeuble de banque du pays. La vérité est cependant toute simple, il s'agissait de la banque que des commandos pro-américains ont fait exploser avec deux puissantes bombes à retardement en 1975, lors de leur fuite et de leur cuisante défaite.

Des témoignages de femmes en pleurs accusant Pol Pot et les « khmers rouges », c'est-à-dire les patriotes, furent aussi abondamment utilisés. Elles racontaient comment leurs maris ou enfants avaient trouvé la mort, exécuté pour le premier, malade pour les seconds. Et le téléspectateur ne pouvait que s'apitoyer. Mais Pic se gardait bien de poser des questions plus précises pour savoir ce que faisaient les fameux maris à l'époque de l'occupation américaine et notamment pourquoi ils résidaient à Phnom Penh au lieu d'être aux maquis avec les patriotes.

En définitive, cette émission qui devait porter sur le Kampuchea aujourd'hui, donc sur l'occupation vietnamienne et ses crimes, a presque exclusivement été orientée contre les communistes et leurs dirigeants Pol Pot et Ieng Sary.

Aucune explication n'a été fournie au sujet de la formidable résistance actuelle du peuple khmer qui tient en échec plus de 150 000 soldats et officiers vietnamiens, soviétiques et cubains.

Le traître que les Vietnamiens ont investi du titre de chef du gouvernement provisoire khmer (qu'ils n'ont pas encore pu constituer valablement) paraissait très mal à l'aise pour réciter sa leçon anticommuniste, antipatriotique et chanter les louanges des « amis vietnamiens ».

Nous espérons que, bientôt, pourront être diffusées en France des photographies et même des séquences filmées prises et tournées dans les maquis des patriotes, et alors la formidable campagne des mass-média de la bourgeoisie capitaliste sera prise en défaut dans son monopole utilisé pour tromper les téléspectateurs.

A signaler qu'à l'occasion de cette émission, notre confrère *Le Monde* avait par avance publié quelques excellentes réflexions et remarques d'un de ses rédacteurs attirés dont l'objectivité ne semble pas douteuse. La guerre psychologique soutenue par les dirigeants vietnamiens et soviétiques finira elle aussi par tourner court, même si elle bénéficie de la large complaisance des organes d'information de la bourgeoisie occidentale.

Nous reviendrons prochainement sur les mensonges lancés par les dirigeants vietnamiens et sur la campagne qu'ils orchestrent en France.

J.J

## La téléphonie dans le collimateur de Barre

Tout en poursuivant son attaque contre les sidérurgistes, le patronat a déjà engagé ses plans de redéploiement et de licenciements dans la téléphonie

Voir page 3

## Trust Saint-Gobain : quand plus de profit se conjugue avec licenciements

Manifestation à Orléans

Voir page 3

## Troupes vietnamiennes hors du Kampuchea (Cambodge)

Soutien à la guerre de résistance du peuple du Kampuchea

MANIFESTATION à l'ambassade du Vietnam, le samedi 28 avril à 10h

A l'appel du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, soutenue par une trentaine d'organisations françaises et étrangères

## Nicaragua : Appel à la mobilisation générale



Malgré une contre-attaque violente de la Garde nationale de Somoza, les sandinistes tenaient toujours jeudi, la ville d'Esteli ainsi que les localités proches de Jirical, Sauce et Chuapan.

En dépit de la répression sanglante qui a suivi l'insurrection de septembre dernier dirigée par le Front sandiniste, ce dernier recueille le soutien de tout le peuple nicaraguayin. Fort de ce soutien, il a lancé un appel à la mobilisation générale et a fixé comme objectif la prise de la capitale, Nicaragua. Déjà, jeudi, on signalait que de violents affrontements se sont produits au nord de Managua où les guerilleros ont tenu en échec la Garde nationale.

LES ACCORDS SALT II

# Bilan de 7 ans d'illusions américaines

L'ADMINISTRATION américaine vient de révéler que les accords Salt II devaient être très prochainement signés entre l'URSS et les USA. Il y a quelques temps déjà, Carter avait tracé les grandes lignes de ce futur accord qui d'après lui est « un élément fondamental de stabilité politique et stratégique dans un monde troublé ». Cet accord devrait aboutir, toujours d'après Carter, à établir une parité entre les armements stratégiques américains et soviétiques. Carter a dû admettre au passage que Moscou avait mis les Salt I à profit pour prendre la supériorité sur les USA dans le domaine des armes nucléaires. Or, au moment même où Washington annonçait cette prochaine signature, on apprenait que l'Union soviétique venait d'équiper son missile le plus puissant, le SS 18, de têtes nucléaires multiples nettement plus nombreuses que celles autorisées par les actuels accords Salt en vigueur. Cette illustration de l'attitude de Moscou vis-à-vis des accords de limitation d'armement est loin d'être unique. L'histoire des accords Salt montre comment Brejnev, le promoteur de ces accords et leur apôtre le plus acharné, les a constamment mis à profit pour, dans un premier temps, rattraper les USA, et maintenant, pour les dépasser.

que des vecteurs à têtes multiples. A chacun de leur missile correspond une bombe atomique et une seule. Les Américains, eux, possèdent déjà avec le Minuteman et le Poseidon des missiles capables d'emporter plusieurs bombes qui sont ensuite téléguidées vers des objectifs différents.

Fort de cet argument, les Soviétiques exigent, et obtiennent, le droit à une supériorité de 40% de leur nombre de missiles par rapport aux Américains. Point capital, l'accord Salt I gèle un nombre maximum de missiles de part et d'autre, mais ne précise pas la taille de ces missiles.

Alors que les USA, confiants dans leur avance technologique et confrontés à toutes sortes de problèmes, tant intérieurs que du fait de leurs déboires dans leurs guerres à l'étranger, vont limiter le développement de nouvelles armes, les Soviétiques, eux, mettent la période 1972-1976 à profit pour développer tout un système de missiles géants, dépassant très nettement par la taille et la capacité nucléaire les fusées américaines. C'est ainsi que vont voir le jour les SS 17 en 1974 qui peuvent déjà emporter quatre têtes nucléaires, puis les SS 18 et SS 19 en 1975. Constamment amélioré, le SS 19 énorme fusée intercontinentale peut aujourd'hui conduire à plus de 10 000 kilomètres quatorze têtes nucléaires de 2 mégatonnes chacune. Avec une marge

OTAN/Pacte de Varsovie : les forces militaires conventionnelles en Europe.



La France et la Grèce ne font plus partie de l'OTAN mais restent attachées au pacte Atlantique. Nota : Les chiffres mentionnés sont ceux des troupes stationnées dans les pays. Dans tous les pays de l'Est (sauf la Roumanie), ils comprennent environ 50% des troupes soviétiques. De même en Allemagne de l'Ouest, on trouve une majorité de troupes étrangères (américaines, françaises, britanniques, canadiennes).

## Après Salt I

Pendant longtemps, les USA ont eu la supériorité indiscutable en matière de moyens atomiques.

En 1972, à la demande des Soviétiques, et pour

« stopper la course folle aux armements », Nixon et Brejnev signent le premier accord Salt I. A cette époque, les Soviétiques ne maîtrisent pas encore la techni-

d'erreur de 0,5 kilomètre. Officiellement, cependant, leur nombre de tête effectives reste limité. A titre de comparaison, le missile américain le plus puissant opérationnel aujourd'hui, le Minuteman III ne peut emporter que trois têtes. Et encore leur précision est-elle moins grande.

## Les Américains dépassés en 1982 ?

A la veille de la signature des accords Salt II, la situation se présente donc ainsi : les USA disposent encore d'une nette supériorité dans le domaine du nombre des têtes nucléaires, mais sont nettement distancés en ce qui concerne les vecteurs et la défense de leurs installations. Les programmes lancés récemment par Carter, missiles MX et Trident, et nouvelles mesures de protection ne seront pas opérationnels avant 1985.

Pour les Soviétiques, il ne s'agit plus d'équiper des installations qui sont toutes prêtes à recevoir des têtes multiples. Il est d'ores et déjà reconnu par tous les experts que, vers 1982, accord Salt II ou non, Moscou disposera d'une nette supériorité nucléaire, s'ajoutant à son actuelle écrasante supériorité en arme-

ments conventionnels. C'est cette constatation qui explique les très fortes réticences du Sénat américain à la signature d'un nouveau traité Salt dont l'exercice a prouvé qu'il ne pouvait qu'entretenir de dangereuses illusions sur la détente et en rien arrêter la course aux armements.

Il est néanmoins probable que l'administration Carter emportera la décision et que l'accord sera signé car toute autre politique reviendrait à admettre que toute la politique militaire américaine depuis sept ans n'a été qu'une succession de replis et que la théorie de « l'équilibre des forces » est un échec. Très peu de politiciens américains sont aujourd'hui prêts à admettre cela.

Serge FOREST

## Qui est hégémoniste ?

LORS d'une récente émission à la télévision bulgare, un membre du Bureau politique du Parti communiste de ce pays s'en est pris à « l'hégémonisme tchécoslovaque » dans la région.

Le journal du PC vietnamien, *Nan Dan*, a attaqué de son côté « la presse yougoslave chargée par les hégémonistes chinois d'attaquer le Vietnam au sein des non-alignés ».

On se trouverait donc,

pour Moscou, Hanoï et consorts devant une vaste alliance d'hégémonistes yougoslaves et chinois sévissant d'Europe occidentale à l'Asie du Sud-Est.

C'est une manière comme une autre d'interpréter les choses. Nous, nous croyions savoir que c'étaient les chars russes qui avaient envahi Prague, et pas des Yougoslaves ; et des troupes vietnamiennes qui occupaient actuellement le Cambodge et le Laos, et pas les chinoises.

SF

## Rendre les missiles moins vulnérables

Un autre domaine dans lequel les Soviétiques vont faire porter leurs efforts après Salt I, c'est celui de la protection des silos dans lesquels les missiles sont stationnés. De part et d'autre en effet, les moyens modernes de détection, et notamment les satellites, permettent une localisation assez sûre de toutes les bases de missiles terrestres ennemis. En cas de conflit, la protection des installations terrestres est donc vitale, les

missiles lancés par sous-marin étant nettement moins précis et puissants que les missiles terrestres. Or, dans ce domaine, les Soviétiques ont aujourd'hui très largement surpassés les Américains. Leurs silos sont capables de supporter des attaques nucléaires dix fois plus fortes que les silos US.

C'est donc un risque réel pour les Américains de voir une grosse partie de leur potentiel stratégique détruit avant d'avoir pu servir.

## Escadre soviétique dans l'océan Indien

EN février dernier, le porte-avion soviétique « Minsk » avait attiré l'attention lorsqu'il avait franchi le Bosphore pour croiser en Méditerranée. Quelques semaines plus tard, on annonçait la visite officielle d'amitié du « Minsk » dans le port angolais de Luanda.

Un journal japonais vient de révéler que le « Minsk », escorté de quatre autres navires de guerre, venait de doubler le cap de Bonne-Espérance pour pénétrer dans l'océan Indien. C'est la première fois que des bâtiments soviétiques de ce type sont signalés dans cette zone.



Journée d'action le 11 avril à LMT-Installation (Région parisienne)

# Pas un seul licenciement dans la téléphonie !

Banlieue Paris Sud-ouest Correspondance.

**F**ACE au plan de restructuration dans la téléphonie qui prévoit dans les années à venir 15 000 licenciements sur 90 000 emplois, les fédérations CGT, CFDT et CGC avaient décidé une quinzaine d'actions dans l'ensemble des entreprises de la téléphonie, du 2 au 13 avril.

A LMT-Installations, c'est le jour où se tenait le comité d'établissement que les sections syndicales ont appelé les travailleurs à débrayer et à se rassembler à Montrouge (92), au siège.

En effet, la direction a annoncé, il y a une semaine environ, un projet de fusion entre LMT et Ericsson qui aurait (sic) des « conséquences multiples et douloureuses ».

En clair, pour les travailleurs de LMT comme pour ceux d'Ericsson, cela signifie à terme, des licenciements.

La direction de LMT a affirmé que pour 1979, il n'y aurait pas de licenciement. Mais dans le même temps, elle incite les travailleurs à partir, en leur faisant miroiter des emplois

aux PTT, à la Thomson, mais aussi en procédant à sa des mutations arbitraires, ou, autre exemple, en proposant aux ouvrières des chantiers de ne pas travailler le mercredi... premier pas vers leur disparition pure et simple !

Mêmes procédés à Ericsson-chantiers, mais là, les menaces de licenciements se font plus précises, la direction parle de supprimer 300 emplois d'ici la fin de l'année.

Comme l'explique le bulletin de la cellule N. Ostrowski du Parti communiste marxiste-léniniste « Oser lutter » : « Tout se passe comme si Thomson comptait opérer la fusion en prenant LMT comme base. Il s'attaquerait d'abord aux travailleurs d'Ericsson et ensuite à ceux de LMT. Il espère ainsi diviser les travailleurs des deux entreprises et empêcher une lutte commune contre les licenciements ».

Ce sont donc 300 travailleurs de LMT qui se sont rassemblés au siège mercredi à 11 heures. Plusieurs interventions étaient faites, notamment celle d'un représentant des travailleurs d'Ericsson (au nom des sec-

tions CGT et CFDT), informant les travailleurs de LMT d'une semaine d'action menée à Ericsson et de rassemblements régionaux prévus le 25 avril. Il a insisté sur la nécessité d'une action commune des travailleurs de LMT et d'Ericsson contre les licenciements.

L'intersyndicale appela ensuite à une manifestation jusqu'à la Thomson-Malakoff, afin de populariser la lutte des travailleurs de la téléphonie.

C'est en criant les mots d'ordre :

« Pas un seul licenciement dans la téléphonie ! »

« Du travail pour tous ! »

« Thomson-LMT même patron, même combat ! »

« Travailler moins pour vivre mieux ! 35 heures par semaine ! ».

que nous avons défilé vers la Thomson, après quoi nous sommes allés manger un petit casse-croûte organisé par les sections, au siège de LMT.

L'intersyndicale a d'autre part appelé à un nouveau rassemblement à LMT Boulogne, le 18 avril, jour où se tient le Comité central d'entreprise (CCE) qui doit discuter de la fusion avec Ericsson. Les sections CGT

et CFDT de LMT et d'Ericsson vont d'autre part mettre au point des actions communes.

Bref, une mobilisation positive, qui montre à la direction que les travailleurs de LMT sont décidés à se battre contre les licenciements. Maintenant, comme nous l'expliquait le secrétaire de la section CFDT de LMT-Installations, il faut poursuivre, dans l'unité CGT-CFDT la mobilisation que ce soit les travailleurs, dans chaque chantier, qui la prennent en main. Il faut se donner des perspectives d'actions qui permettent d'empêcher les licenciements.

Il faut enfin élargir la lutte à toute la téléphonie, coordonner les actions, créer la solidarité avec les travailleurs de Thomson, bref, unir tous les travailleurs dans la lutte pour l'emploi.

L'action commune avec les gars d'Ericsson, va dans ce sens, il nous faut élargir encore cela.

Le 25 avril, il y a rassemblement national devant le siège de Thomson-Hausman.



(photo HIR.)

Manifestation de soutien aux verriers de St-Gobain.

## ORLEANS

# Manifestation de soutien aux verriers de Saint-Gobain

Correspondant Orléans

**J**EUUDI 12 avril, à 17 h 30, il y a eu à Orléans une manifestation de soutien aux travailleurs de St-Gobain appelés par la CGT, la CFDT, FO, la FEN et la CGC.

Dès 17 heures, les verriers et les verrières de St-Gobain étaient présents, prêts à démontrer leur refus des 390 licenciements. Les discussions vont bon train, on se sent le désir de se battre, de faire quelque chose, vu les coups que le trust de St-Gobain Pont-à-Mousson veut leur porter.

Dans certains groupes : « Tu vois bien, ceux qui ont accepté les 7 millions ont vite déchanté en allant à l'ANPE, pas de boulot ! ».

En effet la direction de St-Gobain a des moyens financiers énormes : usine en Espagne, désir de s'implanter au Brésil, investissements au Bénélux, aux USA, en RFA, en Scandinavie et elle se lance dans l'électronique : il n'y a pas à se plaindre... pour la direction ! Elle promet 7 millions aux travailleurs qui quittent d'eux-mêmes l'usine et l'assurance de trouver du travail. Non seulement une partie de ces 7 millions est impossible (2 millions) mais d'autre part ils se retrouvent au chômage, dans une région où, bien que cela ne soit pas encore la Lorraine et le Nord, le travail ne court pas les rues, il y en a de moins en moins.

Peu de gens ont accepté ce fric, se rendant bien compte que c'était le moyen de licencier en douceur.

Comme le disait une verrière : « 7 millions et après le chômage, on en veut pas ! ».

La moitié du personnel a plus de 50 ans, eux non plus ne veulent pas de cet argent, ils veulent travailler à St-Gobain.

Même les retraités de St-Gobain étaient présents et ont manifesté sous leur banderole.

Et la grève ? On n'en est pas encore là apparemment, un gars dit : « Moi, je pense, personnellement que l'usine risque de fermer si on fait grève ».

Quelques questions posées à un délégué CGT de St-Gobain font apparaître qu'ils ont l'air décidé à agir, à employer tous les moyens d'action possible, y compris la grève. Pour l'instant, ils en sont à la sensibilisation de l'opinion publique.

C'est environ 1 500 personnes qui défilèrent, défilant du centre ville, n'en déplaise à Giscard.

St-Gobain est un enjeu pour la classe ouvrière d'Orléans. C'est une des plus grosses boîtes, le soutien doit s'organiser autour des verriers de la chapelle dans le trust St-Gobain-Pont-à-Mousson qui est un gros morceau, un morceau qui ne s'arrachera pas facilement.

## Les monopoles de la téléphonie

**L'**INDUSTRIE des télécommunications compte actuellement environ 90 000 personnes dans toute la France avec de très fortes implantations dans le grand Ouest (Bretagne, région nantaise, Manche), la région parisienne, le Nord et la région grenobloise.

Elle est fortement concentrée. De grands groupes se partagent les marchés.

On peut dire que quatre grands groupes existent dans le secteur des télécommunications.

**THOMSON-CSF** : avec ses filiales Ericsson, LMT, LTT et son secteur des composants et des semi-conducteurs.

Ericsson a été racheté au groupe suédois Ericsson. Il s'agit de la filiale française du trust. Le groupe suédois conserve une participation financière importante dans la nouvelle société qui porte le nom de STE.

LMT a été racheté en 1977 au groupe transnational américain ITT.

ITT est une société commune à LMT (40%), Empain-Schneider (30%), PUK (30%).

**CGE** : Avec ses filiales, les Câbles de Lyon et la CIT-Alcatel. Cette dernière société regroupe environ 22 000 personnes sur des effectifs de 130 000 personnes pour la CGE.

Elle est présente dans tous les secteurs des télécoms sauf dans les faisceaux hertziens.

**ITT** : Le groupe américain est surtout présent avec sa filiale la CGCT. Cette entreprise sera peut-être sacrifiée par le trust ITT. Il existe un accord liant la CGCT et LMT. La CGCT fournit à LMT des mini-sélecteurs pour centraux pour mettre deux abonnés au contact.

En retour, LMT fournit à la CGCT des ordinateurs 3 202. Il s'agit d'une entente entre deux monopoles dans un secteur d'activité déterminé.

### AUTRES GROUPES

Il existe d'autres groupes moins importants mais regroupant tout de même plusieurs milliers de travailleurs.

**G.3 S.** : Regroupe le SAT (Société anonyme des télé-

communications), la SAGEM (spécialisée dans des secteurs comme l'électro-mécanique, la télé-informatique, les machines-outils, le matériel de mine).

Cette société du groupe G 35 travaille à 60% pour les PTT et l'armée.

Le secteur télécommunications est en pleine reconversion. Une usine a été construite ou se construit dans la région parisienne pour faire de la recherche.

**AOIP** : C'est une coopérative ouvrière de production, sans doute la plus vieille de France puisqu'elle

a été fondée à la fin du siècle dernier.

L'entreprise est dangereusement menacée par la reconversion téléphonique.

**TRT** : Cette société est liée au groupe PHILIPS. Elle fabrique des faisceaux hertziens. Elle travaille à 24% pour les PTT et à 30% pour le secteur militaire.

On peut noter aussi la présence de Tréfinmétaux, électronique Marcel Dassault, Jeumont-Schneider, IBM. Mais nous possédons très peu d'informations à leur sujet. Yves LEPIC

### QUE FAIT-ON DANS LA TELEPHONIE ?

50% des activités de ces entreprises (cela varie sur certaines boîtes) sont consacrées à l'équipement du réseau téléphonique des PTT.

En gros, il y a trois activités dans la téléphonie. En premier lieu, il y a les activités dites de la *communication*. Il s'agit de la fabrication de centraux téléphoniques.

En second lieu, on trouve les activités dites de *transmission*. Il s'agit de matériels permettant de relier entre eux les centraux.

En dernier lieu, il y a les activités dites de *distribution*. Il s'agit de matériels permettant de raccorder chacun des abonnés au réseau.





Pierre Legal, aide-soignant à l'hôpital Laënnec a été condamné à quinze mois de prison dont sept avec sursis, pour sa participation à la manifestation du 23 mars. Jeudi 11 avril, le personnel de l'hôpital a tenu un meeting contre la condamnation de Pierre.

SIDERURGIE

Grève totale à la Solmer

La grève des sidérurgistes de la Solmer a pris un nouveau tournant jeudi dans la journée : la direction vient de décider de mettre au chômage technique 5 400 travailleurs de l'usine à partir de mardi 17, sur les 7 000 de l'entreprise. Une fois de plus, elle répond par la répression à la lutte déclenchée par les sidérurgistes du parc à brames la semaine dernière et qui s'étendait à d'autres secteurs.

A la nouvelle du chômage technique, accompagnée par celle de la mise à pied de délégués syndicaux, la grande majorité des ouvriers s'est mise en grève. Ils ont immédiatement occupé la salle de contrôle des hauts fourneaux. Aucun technicien ne peut approcher et les syndicats s'opposent à l'arrêt total des hauts fourneaux que la direction essaie de mettre en place pour faire pression sur les travailleurs (la remise en route est très longue).

La direction a fait appel au tribunal des référés pour obtenir l'autorisation de faire évacuer la salle de contrôle par les forces de l'ordre.

C.M

CNPF : OK pour le 3e pacte national pour l'emploi

Le CNPF vient de tirer les conclusions du deuxième pacte national sur l'emploi. Conçu par lui, fait pour lui et mis en place par le gouvernement, tout comme le premier.

En quoi consistait ce plan ?

Tout à la fois, fournir de la main d'œuvre juvénile pratiquement gratuite au patronat et occuper les jeunes.

Bon moyen pour contenir la colère légitime des jeunes face au chômage.

Mais un léger clivage s'est opéré entre les deux plans Barre. Le second a accordé moins d'avantages aux patrons, les charges sociales n'étaient plus assurées entièrement par l'Etat, consécutivement les « bénéficiaires » des stages du second plan Barre furent moins nombreux.

Cependant le bilan doit être nettement positif pour le patronat, puisque il vient de donner son aval à un troisième plan Barre pour l'année prochaine...

Mais il désire néanmoins appliquer les orientations qu'il s'est fixé aux journées de Deauville en décembre dernier, mettre en place un système de formation en alternance qui combine l'école et l'usine, encore plus profitable pour lui que les stages Barre et que le gouvernement aimerait mettre en place (cf. les déclarations de Beullac et de Legendre).

Les stages Barre comportent un risque qui est loin d'être négligeable pour le patronat, c'est la révolte, la colère, la mobilisation de ces mêmes stagiaires (voir à ce propos l'article page 5 de la même édition).

En effet, dès le début des stages Barre, les stagiaires ont lutté contre leur exploitation. Une coordination des stages Barre s'est même mise en place.

Si le patronat désire mettre plus l'accent sur l'apprentissage et la formation en alternance, c'est que ceux-ci comportent moins de risques pour lui. Les élèves et les apprentis sont plus jeunes, donc apparemment plus malléables, plus isolés. Un apprenti est seul face à son patron, l'élève en formation en alternance sera parachuté en usine, sans attache, sans connaissance, et n'aura pas le même statut que les autres travailleurs.

Tandis que les stagiaires regroupent des jeunes qui ont acquis bien souvent une plus grande expérience de l'exploitation et de la lutte. Ils sont d'autre part regroupés, ce qui facilite, bien sûr, leur organisation.

N.V.

Colloque franco-soviétique sur le désarmement

Sérénades devant un mouvement d'hypocrisie

Les 10 et 11 avril s'est tenu à Paris un colloque franco-soviétique sur le désarmement. Organisé par les associations France-URSS et URSS-France avec le comité soviétique pour la sécurité européenne il réunissait toute une brochette de généraux et hommes politiques des deux pays.

La somme des discours prononcés au cours de cette réunion constituent, du côté soviétique, un véritable monument d'hypocrisie tandis que du côté français il s'agit plutôt d'un hymne à la capitulation devant l'hégémonie soviétique.

Un certain Joukov, éditeur de la Pravda, a dénoncé avec virulence le « pessimisme noir » développé par certains à l'Ouest sur l'aggravation de la situation internationale.

Un général soviétique le relayait pour déclarer avec aplomb : « A toutes les

étapes de la course aux armements, ce sont les Etats-Unis qui se sont chargés de l'initiative ». Comme si était encore crédible la mystification d'un armement soviétique strictement défensif.

C'est cette fable que l'amiral Sanguinetti a tenté d'accréditer en affirmant que le Pacte de Varsovie dépensait moins que l'OTAN pour l'armement.

Quant à l'Edgar Faure, il a développé avec complaisance le thème de convergence des thèses française et soviétique.

Après qu'un ecclésiastique se soit cru autorisé à cautionner l'entreprise en invoquant l'Evangile et les bienheureux pacifiques qui seront appelés fils de Dieu, Roland Leroy, président de France-URSS, n'avait plus qu'à se féliciter de la réussite du colloque... Un ange passa les ailes chargées de bombes.

P.M.

PS : la CGT l'intéresse

Un certain nombre d'indices font penser que la direction du PS va dans les mois et les années à venir donner plus d'importance que par le passé à l'accroissement de son influence dans la CGT.

Le premier indice est la désignation de Claude Gernont au secrétariat du PS avec la responsabilité du secteur entreprise. Gernont était jusqu'au dernier congrès de la CGT, rédacteur en chef de l'organe officiel de cette centrale syndicale *Le Peuple*, dont d'ailleurs il reste rédacteur. Il constitue donc une personnalité syndicale importante et son apparition dans l'instance la plus élevée du PS n'est sans doute pas fortuite.

Un second signe est le soutien apporté par la direction du PS à la marche des sidérurgistes le 23 mars. La CFDT dont les dirigeants se sont pourtant très proches du PS avait refusé de s'associer à cette marche comme on s'en souvient.

Pourquoi la direction du

PS semble-t-elle si empressée à l'égard de la CGT. Tout d'abord, il semble que tout comme pour le PCF, le recrutement du PS stagne depuis la rupture de la gauche. Sa presse comme celle du PCF connaît des difficultés. Sauf dans le Nord, le PS est peu influent dans les régions ouvrières où il espère sans doute se renforcer. Il comporte en son sein très peu d'ouvriers. Enfin, il n'est pratiquement pas organisé dans les entreprises.

Malgré sa force électorale, le PS est en réalité un parti encore relativement faible. Pour parvenir au pouvoir, pour durer, le PS ne peut pas se contenter de son avantage électoral. Il a besoin d'accroître son influence sur les travailleurs.

Le meilleur moyen pour y parvenir est d'utiliser les syndicats. En ce qui concerne la CFDT, sa direction lui est acquise (malgré des analyses divergentes entre les deux organisations). Maire n'a-t-il pas déclaré la semaine dernière que les travailleurs avaient besoin d'un

fort parti socialiste ?

Cependant, la CFDT ne constitue pas une base suffisante pour la direction socialiste. La CGT pèse bien plus lourd dans la vie du pays et auprès des travailleurs. Grâce à la direction qu'ils exercent sur ce syndicat, les dirigeants du PCF ont un atout maître qui donne une très solide assise à leur parti. La faiblesse de l'influence du PS dans la CGT, à l'inverse, est un point noir pour les dirigeants du PS. D'où les efforts qu'ils semblent faire pour renforcer leurs positions dans cette centrale, particulièrement dans les postes clés, les postes de direction. A cet égard, l'ouverture du 40e congrès leur a ouvert quelques perspectives puisqu'ils ont pu doubler en gros le nombre de leurs membres à la commission exécutive de la CGT.

Sans espérer concurrencer l'influence du PCF dans la CGT, les dirigeants du PS entendent certainement se tailler une place dans la première centrale syndicale de notre pays.

Henri MAZERAU

Comité national de défense des chômeurs

Première réunion nationale

Jeudi 12 avril, la CGT a réuni dans les locaux de l'imprimerie Chaix à St-Ouen, la première assemblée nationale des comités de chômeurs.

C'est le 9 mars que le comité national de défense des chômeurs a été créé à l'initiative de la CGT et c'est près de 300 chômeurs, délégués de 153 comités qui sont venus jeudi à Chaix. Le lieu choisi était lui-même symbolique puisque l'imprimerie est occupée depuis 42 mois. Les délégations se sont réunies de tous les coins du pays pour élaborer une charte et lancer un appel aux chômeurs. C'est Henriette Damette, secrétaire nationale du comité de défense des chômeurs, qui a ouvert la réunion, en expliquant cette initiative de la CGT, sans égale depuis les

années 1930. Dans les 153 comités de la CGT, ce sont près de 18 000 chômeurs qui sont organisés et c'est environ 500 000 chômeurs qui ont pu être contactés. C'est peu encore.

UNE DISCUSSION RICHE

Après cette intervention, la journée a commencé par la projection d'un court-métrage fait à Lille sur des témoignages de chômeurs et une riche discussion a suivi. De nombreux délégués se sont exprimés, souvent à titre personnel pour expliquer leurs difficultés de chômeurs, d'autres pour raconter les expériences et les luttes de leur comité. Des délégations importantes étaient venues de Longwy et du Nord qui ont longuement parlé des luttes des

sidérurgistes. Tous les intervenants ont parlé de l'importance de la liaison entre les chômeurs et les actifs, en particulier pour faire le pointage des possibilités d'embauche dans les entreprises et de la nécessaire participation des chômeurs à la lutte contre les licenciements.

ORGANISER POUR ETRE PLUS FORTS

La lutte et l'organisation des chômeurs sont souvent très difficiles et les délégués ont souvent réclamé aussi l'aide plus efficace des unions locales pour maintenir une structure d'accueil pour les chômeurs.

Dans une intervention, Krasucki a précisé que l'objectif des comités est d'ajouter la lutte collective à la

recherche individuelle du travail qui est la base de tout. « C'est une nécessité impérieuse de la lutte des classes ». Les comités ont pour but « la défense et l'information sur les droits des chômeurs », la lutte pour le droit au travail.

Au cours de la discussion, certains délégués ont critiqué la signature par la CGT des récents nouveaux accords sur l'indemnisation du chômage qui sont une égalisation par le bas et qui ont été discutés sans aucun rapport de force des chômeurs. L'idée a été reprise de lutter pour les améliorer et d'imposer un rapport de force pour les réunions de discussions prévues sur l'indemnisation du chômage des jeunes.

La journée s'est terminée par la discussion du projet de charte et son adoption après que pratiquement tous

les amendements déposés par les délégués y aient été intégrés. Cette charte définit les grands axes de lutte des chômeurs, pour le droit à une garantie de ressources (immédiate par le versement d'un acompte forfaitaire en particulier), le droit à une protection sociale, le droit à être présents dans les ANPE (affichage) et le droit au travail, sans discrimination pour les catégories de travailleurs (femmes, jeunes, immigrés, handicapés, saisonniers, etc.).

Une première journée donc qui a permis de faire le tour des difficultés auxquelles se heurtent les chômeurs et que la dispersion aggrave encore. Une journée qui a permis de dégager aussi le plus important pour les chômeurs, lutter en commun avec les actifs, renforcer la solidarité.

Claire MASSON

Stagiaires Barre de l'IDEFOP

# 1 400F pour vivre, subir la répression

UN comité CGT des stagiaires Barre (IDEFOP) nous a fait parvenir un témoignage sur leur stage. Comme tous les autres stagiaires, ils ont subi une formation au rabais : étudiants en sociologie et en psychologie, l'IDEFOP a voulu les couler dans le moule du cadre au service du capital. Ne touchant pas leur paie, ils se sont mobilisés. Alors, le responsable de leur stage, M. Giscard n'a pas hésité à employer les grands moyens : il a même frappé une stagiaire et l'a exclue du stage. La mobilisation des autres stagiaires l'a fait réintégrer.

## Un comité de stagiaires Barre dénonce la réalité de leur stage : une formation de cadre du Capital

Notre stage fait partie des stages Barre de formation, assurés par des organismes privés de formation permanente subventionnés par le ministère du travail. Ph. Giscard, président de l'IDEFOP (\*) et de Facem Marketing en était le responsable.

### QUEL STAGE ?

Ce stage s'est déroulé du 30 novembre 1978 au 6 avril 1979. Il s'adressait à des étudiants en Sciences humaines possédant au minimum une licence.

Il comprenait deux parties différentes :  
- Une initiation à l'animation en formation perma-

nente ;  
- Apprendre à faire une étude de motivation ;

### SON CONTENU

En ce qui concerne l'animation, on nous a initié à animer des réunions de travail, de négociations et aussi à réagir dans un groupe pour tout canaliser, tout récupérer notamment la contestation !

Quel que soit le travail qu'il y avait à faire, quel que soit le problème qui se posait - mécontentement, désintérêt - les animatrices tentaient de psychologiser. Les problèmes ne pouvaient venir que des relations (affectives ou non)



Formation-bidon, avenir incertain, une réalité qui sévit à l'heure actuelle en France et contre laquelle se battent les travailleurs et les jeunes.

existait dans le groupe. Une des manières de récupérer le groupe était de faire de la créativité. La créativité ne permet pas qu'on s'explique sur les problèmes qui se posent réellement, mais de choisir un thème, de le travailler par le dessin ou l'expression corporelle. C'est une bonne manière d'individualiser les problèmes et d'éviter les causes objectives, programme ennuyeux, salaire qui n'arrive pas, chômage qui nous attend...

Le contenu de ce stage veut nous apprendre à mettre nos connaissances en psychologie et en sociologie au service de la collaboration de classe : pour 1 400 F par mois.

### LA RÉMUNÉRATION

Comme tous les stages de ce genre, nous touchions 75 % du SMIC et avec un mois de retard !

La politique de Ph. Giscard était : tout pourvu que les stagiaires se taisent !

Depuis le début, il nous a mené en bateau, nous promettant la paie et repoussant la date à chaque échéance, allant même jusqu'à verser un acompte de 1 000 F à ceux qui le désiraient, ce qui a représenté plus d'un million d'anciens francs sortis des caisses de l'IDEFOP.

A la rentrée, deux groupes se sont retrouvés ensemble pour un cours commun, le mécontentement a augmenté, car nous n'étions toujours pas payés ; une pétition est signée à l'unanimité et portée en délégation à la DDTE le 16 février. Réponse : « Laissez-nous votre pétition, on la transmettra... Nous ne sommes qu'un bureau d'exécution... C'est normal, tous les stages comme le vôtre ont au moins un mois de retard... C'est à cause de l'ordinateur ».

On était décidé à aller plus haut, mais Giscard a été plus vite ; expulsion d'une stagiaire le mardi suivant allant même jusqu'aux coups pour lui interdire de prévenir les autres.

Dans ce cas, il n'y a pas de préavis et on n'a aucun droit, car nous n'avons pas de statut de salarié, aucun statut. Mais la riposte de l'ensemble des stagiaires est immédiate ; ils signent une pétition refusant point par point la lettre de Giscard et occupent une salle de cours jusqu'à la réintégration. Le directeur cède. Le dernier jour du stage une réunion d'information sur les droits des chômeurs est organisée par la CGT par des stagiaires syndiqués, sur les droits mais aussi sur les moyens de poursuivre la lutte pour l'emploi dans des comités de chômeurs CGT, car il faut maintenant trouver un emploi !

Giscard nous avait promis une aide, elle se résume à une liste d'adresses, c'est-à-dire rien !

Voilà notre stage c'est quatre mois et demi sur une voie de garage avec 1 400 F par mois, après c'est encore le chômage, mais la lutte continue !

Voilà notre stage c'est quatre mois et demi sur une voie de garage avec 1 400 F par mois, après c'est encore le chômage, mais la lutte continue !

Voilà notre stage c'est quatre mois et demi sur une voie de garage avec 1 400 F par mois, après c'est encore le chômage, mais la lutte continue !

(\*) IDEFOP : Institut pour le développement et la formation permanente. Association régie par la loi 1901 conventionnée par l'Éducation nationale. A obtenu des subventions en 1977 et 1978 pour des stages Barre.

## Les travailleuses de Paris-chèque veulent travailler 35 heures

Ce sont les secteurs les plus féminisés qui se sentent le plus concernés par cette revendication

DEPUIS plusieurs années, les travailleuses de Paris-chèques se battent pour la réduction des horaires. C'est une lutte de longue haleine qui se concrétise surtout par la suppression des « retours », 4 heures en plus de la vacation normale, une ou plusieurs fois par mois pour arriver au nombre d'heures légal et du travail du samedi.

Par leur lutte, les travailleuses de Paris-chèques ont obtenu de ne pas travailler un samedi sur quatre, puis un samedi sur trois, elles revendiquent aujourd'hui la suppression du samedi, c'est-à-dire 35 heures par semaine.

C'est dans les secteurs très féminisés que la revendication de la réduction du temps de travail est généralement le plus souvent mise en avant (exemple : banques, chèques postaux).

### AVOIR DU TEMPS POUR VIVRE

Les travailleuses sont de fait plus sensibles à la durée de la journée de travail, car elles ressentent, de par leur situation de femmes, une très grande difficulté à assurer leur double journée de travail.

« Avoir du temps pour vivre » se restreint malheureusement pour beaucoup, à faire mieux le ménage chez soi, ou à s'occuper davantage des enfants. Et pourtant c'est un élément indispensable pour permettre aux femmes de participer davantage à la vie sociale, syndicale et politique.

### UNE REVENDICATION DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

Travailler moins, ce doit être une revendication de toute la classe ouvrière, et non pas seulement des femmes. La réduction du temps de travail est aujourd'hui plus revendiquée dans les secteurs informatisés (très « féminisés ») où le travail est de plus en plus monotone, répétitif et abêtissant.

Avoir deux jours de repos consécutifs n'est pas un luxe quand on est épuisé nerveusement par le travail. Ce sont des secteurs très féminisés qui revendiquent le plus car frapper à longueur de journée sur des terminaux à écran cathodique, pointer des listes sans arrêt ou perforer des cartes, ce ne sont pas des travaux où on met des hommes ; ils ne le feraient soi-disant pas aussi bien que les femmes !

### EN MEME TEMPS LUTTE POUR L'EMBAUCHE

Dans la fonction publique, où existe la sécurité de l'emploi pour les titulaires, ajoutée à la lutte pour l'embauche des auxiliaires, vacataires et stagiaires, la réduction d'horaire permet parfois d'obtenir la création de postes : par exemple, à Paris-chèques, si le travail du samedi est supprimé, la lutte permettrait d'exiger la création de 400 nouveaux emplois. Cette lutte prend d'autant plus d'importance lorsqu'on sait, avec le rapport Norah Minc, que les progrès de l'informatique vont entraîner une diminution d'emplois très importante dans les années à venir.

Exiger les 35 heures avec maintien du salaire, c'est s'attaquer directement aux profits capitalistes. Et l'objectif des 35 heures même s'il peut apparaître lointain à certains secteurs d'industrie qui font plus de 45 heures, est une revendication unificatrice de la classe ouvrière.

Les marxistes-léninistes des chèques postaux

Les intertitres sont de la réaction.



## Journées de solidarité à Dunkerque, Denain et Fameck

Le 29, 30 avril et 13 mai organisées par le PCMI

### Décision d'exclusion

Incitation des autres stagiaires à une manœuvre malhonnête à l'égard de l'IDEFOP

Mademoiselle A. a bénéficié, ainsi que la plupart des autres stagiaires, d'un prêt de l'IDEFOP, d'un montant de 1 000 F, accordé pour pallier les inconvénients du paiement différé des salaires mensuels par le ministère du Travail qui est leur employeur. Ce prêt a été versé en espèces, contre remise d'un chèque d'un montant correspondant, à encaisser par l'IDEFOP lorsque le compte des stagiaires sera approvisionné.

Mademoiselle C. a incité les autres stagiaires à faire opposition sur ce chèque de manière à priver l'IDEFOP du remboursement qui lui est dû. Cette incitation a été faite publiquement, en présence du président de l'IDEFOP.

Agitation et perturbation dans les groupes autres que le sien.

Mademoiselle P. a été trouvée à plusieurs reprises dans les salles de cours des groupes autres que le sien, pendant l'horaire de travail. La perturbation causée par sa présence injustifiée, ainsi que les propos qu'elle y a tenus à des fins d'agitation sont inadmissibles.

Contestation permanente des enseignants.

Mademoiselle P. trouble fréquemment le déroulement des séances de travail en abusant de son droit de poser des questions et en transformant la discussion en contestation permanente. Elle a eu plusieurs fois à ce sujet des altercations avec les enseignants et avec la direction d'IDEFOP.

Cette décision d'exclusion est immédiate et sans appel.

Elle est notifiée, oralement et par écrit, ce jour, à l'intéressée qui n'a plus, à dater de l'instant de cette notification, à pénétrer dans les locaux de l'IDEFOP.

Une copie de la notification écrite est envoyée, ce même jour :

- d'une part, à l'intéressée, en recommandant avec accusé de réception ;

- d'autre part, au ministère du Travail.

Paris le 20 février 1979  
Le Président de l'IDEFOP  
Pierre-Henri GISCARD

# Discuter, confronter nos points de vue, convaincre

Camarades,

**T**RAVAILLONS ensemble, avec les militants de base sincères du P C F, dans les syndicats, les organisations. D'accord, c'est bien et c'est normal. Personnellement je fais ce travail, il est vrai qu'il n'y a que trois gars dans ma tau- le qui sont au PCF et ils ont leur carte, mais ne participent pas aux réunions de cellules, bref le PCF leur a filé la carte, et surtout n'oubliez pas de voter pour moi.

Ce sont des « militants » sincères et prêts à agir fortement, ils l'ont déjà prouvé. Mais à cette première phrase, je voudrais dire qu'il n'y a pas qu'avec les militants de base du PCF qu'il faut discuter ; il existe des organisations d'extrême-gauche où il y a des militants sincères et pas sectaires (...)

Pour ma part, j'ai dernièrement discuté avec un militant. J'ai donné le point de vue du parti (Chine, Vietnam, etc.). Lui aussi il a donné son point de vue ; suite à ce qu'il m'a dit et auquel je n'ai pu répondre d'ailleurs, ce qui prouve que j'ai beaucoup à apprendre du marxisme-léninisme. Suite à cette discussion dans la rue, nous nous sommes donné rendez-vous pour discuter et plus particulièrement pour essayer de nous faire progresser par rapport à ce que je lui ai dit. Cela l'amènera à réfléchir plus profondément sur telle ou telle situation et moi de même. Bref des critiques pour faire avancer et bien sûr par la confiance du marxisme-léninisme que j'ai. C'est pourquoi il faut discuter avec ces militants d'extrême-gauche et également ceux des partis de gauche.

Un camarade postier.

Nous ne pouvons, qu'approuver l'esprit non-sectaire et ouvert de ce camarade pour qui l'étiquette ou l'appartenance politique d'un travailleur qui lutte à ses côtés ne constitue pas un préalable pour discuter avec lui.

Confronter nos points de vue sur les problèmes à résoudre, pour combattre la division de la classe ouvrière et construire son unité dans l'action contre le gouvernement Giscard-Barre - échanger des idées sur la situation actuelle, la gravité de la crise, la voie à prendre pour ne pas en faire les frais - aborder en fonction de la discussion et de l'actualité les grands problèmes internationaux et développer notre conception des choses - voilà qui doit constituer le souci constant des communistes.

«il n'y a pas qu'avec les militants de base du PCF qu'il faut discuter» écrit notre camarade

Bien sûr ! Sans parler des cadres intermédiaires du PCF qui peuvent avoir une riche expérience et de solides connaissances pourquoi ne discuterions-nous pas avec les militants du PS, ou, comme le fait notre correspondant, avec des militants se réclamant de l'extrême-gauche ?

Parmi ces travailleurs, ces militants, ouvriers, employés ou intellectuels, nombreux sont ceux qui aspirent à changer de régime et mènent la lutte sur le terrain contre le gouvernement Giscard-Barre. N'est-il donc pas indispensable de s'adresser à eux pour travailler à l'unité de l'en-

semble de la classe ouvrière, et pour rassembler autour d'elle sur la base de ses intérêts d'autres couches de la population ? Voilà pourquoi tout en critiquant la stratégie de ces partis et en ne cachant rien de nos désaccords nous devons discuter fraternellement avec ces militants.

«Suite à ce qu'il m'a dit et à quoi je n'ai pu répondre, d'ailleurs»

Dans la discussion avec tout militant ayant une pratique de lutte sur le terrain nous avons bien des choses à apprendre indépendamment des divergences qui tiennent à des questions de ligne.

Quant à la confrontation des points de vue elle-même, elle constitue une démarche riche et féconde comme l'indique la réflexion de notre lecteur. C'est elle qui fait ressentir concrètement le besoin de

mieux connaître et d'approfondir la ligne de notre parti. C'est à travers elle, en cherchant à mieux répondre aux thèses opposées, qu'on apprend à mettre l'accent sur les faits qui l'étaient, à trouver des arguments qui portent.

«Il n'y a que trois gars dans ma boîte qui sont au PCF»

Pourquoi donnons-nous tant d'importance à la discussion avec des militants du PCF ? C'est une question en effet que peuvent se poser certains lecteurs, d'autant plus quand ce parti est peu représenté dans leur entreprise, leur secteur ou leur branche.

Bien des choses incitent donc les travailleurs, et particulièrement les ouvriers qui luttent contre le patronat, son gouvernement et aspirent à changer de régime, à adhérer à ce parti. Ils espèrent trouver ainsi les moyens de faire aboutir leur lutte et leur volonté de changement.

Aujourd'hui, le grand capital et le gouvernement à sa solde redoublent dans leur offensive et s'en prennent avec une grande violence d'abord et tout particulièrement aux sidérurgistes.

Mais même dans ce cas, (celui de notre correspondant par exemple) combien côtoient-ils tous les jours de travailleurs qui sans être militants ou sans avoir la carte sont influencés par les idées de ce parti et votent sans doute pour lui lors des élections.

Devenus membres du PCF, nombre de ces militants déploient une grande activité et font preuve de dévouement dans le but de servir les intérêts de la classe ouvrière. Comment ne se poseraient-ils pas maintes questions en voyant déçues leurs aspirations, en constatant des contradictions entre l'analyse de leur parti et la réalité des faits, en sondant le décalage entre la politique du PCF et les résultats auxquels elle aboutit.

Alors que l'heure est plus que jamais à la solidarité ouvrière et à la lutte contre le gouvernement Giscard-Barre, le projet préparatoire au 23e Congrès soumis aux militants du PCF tend à privilégier la lutte contre une Europe soi-disant « américano-germanique ». Comment, dans ces conditions, les interrogations des militants ne s'accroîtraient-elles pas en force et en vigueur ?

Si l'on regarde les choses d'un point de vue d'ensemble, le PCF est aujourd'hui le parti qui exerce l'influence la plus forte sur l'ensemble de la classe ouvrière. Il y a de multiples raisons à cela. Son passé de parti révolutionnaire de la classe ouvrière, le rôle qu'il a joué dans la Résistance, son poids dans la vie politique, les déclarations largement répercutées par les mass-média que ses dirigeants font contre le gouvernement,

Après mars 1978, la droite est passée aux élections tandis que Barre pouvait, à la faveur des illusions électoralistes puis du désarroi, se permettre de faire avancer son plan d'austérité sans rencontrer dans la classe ouvrière toute la résistance dont elle est capable, tant s'en faut !

Jean QUERCY

## Culturel

# Le groupe URRIA crée de nouvelles chansons en collaboration avec le «Théâtre des Tafurs»

**L**E groupe Urria prépare un nouveau disque. Urria, ce sont six musiciens et chanteurs qui ont repris les traditions populaires basques pour créer des chansons et une musique d'une grande qualité, une musique pleine de force et de vie. Leur instrumentation est variée : le violon, vielle à roue, mandoline, mandole, guitare, percussions, accordéon. Leur chant est riche.

En collaboration avec le «Théâtre des Tafurs» ils présentent un spectacle dont ils ont réalisé la musique. C'est une pièce de théâtre avec utilisation de masques, sur le thème d'Arrando Belza et d'Amaïa, deux personnages de la mythologie basque. Arrando Belza c'est l'Aigle noir, la représentation de l'oppression, des forces négatives tandis qu'Amaïa représente les forces positives, c'est la déesse de la nature. Amaïa c'est la clarté, le ciel, la mer, l'avenir. Belza, c'est la noirceur, les usines, les flics, les patrons.

Laissons le Théâtre des Tafurs se présenter lui-même : « On appelait Tafurs des paysans devenus des brigands, non par conviction, mais par nécessité. La faim les avait poussés à abandonner la vie sédentaire pour marcher vers un pays mythique appelé Terre sainte, où la vie serait douce et le ventre rempli. Ces étranges croisés se déplaçaient en bandes, vivant de rapines et de pillages, la nécessité de survivre étant leur seule foi et leur seule loi. Dans la jungle du monde du spectacle, le théâtre des Tafurs essaie de trouver son chemin, guidé par l'urgence du geste qui rendra l'homme libre et la vie immortelle ». En exergue de leur présentation ils ont écrit : « Le monde n'a pas besoin de joueurs de comédie mais d'hommes et de femmes parlant avec les mots qui sont les leurs, puisant leur force dans le présent et dans le rêve, et bataillant contre la mort ».

Le Théâtre des Tafurs n'en est pas à son premier spectacle, il a créé des pièces avec masques d'après des légendes incas, africaines ou de l'île

### Une des chansons du spectacle mis en musique par URRIA

Chanson de Carnaval  
Texte de Auxtin Zamora  
Musique populaire.

Chère Arrantxa (bis)  
Porte-moi la marmite.  
Aujourd'hui c'est Carnaval  
La plus grande fête de Mari  
Pour faire une sauce  
Porte-moi la marmite.

Mon cher Nikolas  
La marmite est trouée  
Tu as mangé le cochon depuis longtemps  
Hier les derniers haricots rouges  
Tu feras jeûne et maigre  
La marmite est trouée.

Chère Arrantxa  
Porte-moi la bouteille  
J'ai envie de bien me réchauffer.  
Choisis le vin le plus blanc  
Pour oublier la faim la plus noire  
Porte-moi la bouteille

Mon cher Nikolas  
La bouteille est vide  
Tu sais bien que dans cette maison  
Il n'y a jamais de vin  
Seulement de l'eau pure dans la cruche

Chère Arrantwa  
Ne te fâche pas  
Nous irons de maison en maison  
Demander des œufs et du jambon  
J'ai une dizaine de bons vers  
Ne te fâche pas

Nikolas, Arrantxa  
Voilà un couple heureux  
Ils mourront peut-être de faim  
Ou pour avoir bu trop d'eau  
Mais pas par manque de poésie  
Voilà un couple heureux.

de Pâques. Le Théâtre des Tafurs prépare en ce moment un spectacle pour les enfants et assure des animations pour les adultes et les enfants. On peut encore se procurer le premier disque d'Urria, financé par le groupe lui-même. Un disque qui échappe au show-business. Un disque qu'on ne regrette pas d'avoir acheté en attendant de se précipiter sur le prochain. L.C.

Disque en vente aux Herbes sauvages, 70, Rue de Belleville Paris 75020. Ouvert de 10 h à 19 h, sauf le lundi.



Personnages du Théâtre des Tafurs.

## BEAUVAIS Quand les Dalton attaquent

LA manufacture française des tapisseries (MFTC), entreprise qui emploie environ 600 personnes, l'annonce des licenciements est presque devenue une habitude (1974, 1975, 1978, 1979). En octobre 1978, les patrons du groupe Agache-Willot, les frères Willot-Dalton, demandent cent licenciements. Les travailleurs et leurs organisations syndicales ripostent aussitôt par des débrayages. En février, l'inspecteur du travail accepte 32 licenciements. Il y a aussi seize mises en pré-retraites. Bien entendu, travail et cadences restent les mêmes !

Aujourd'hui, ce sont 24 employés sur les 80 de l'entreprise que les Willot veulent licencier. Pour accroître leurs bénéfices, en bons capitalistes, ils sont prêts à tout !

Le 9 avril, les employés et leurs organisations syndicales (CGT-CFDT) occupent les services commerciaux de l'usine et le standard téléphonique. A chaque appel, la réponse était : « MFTC en grève ». Le mouvement est suivi à 95 % par les employés et 40 % par la maîtrise. Et c'est l'ensemble des travailleurs de la MFTC qui est mobilisé pour refuser l'ensemble des licenciements. Après les 32 du début de l'année, maintenant ces 24, à qui le tour la prochaine fois, si on écoutait les Dalton ? Les « Laine » sont prêts à de nouvelles actions pour répondre aux attaques des Willot.

Article réalisé après discussion avec un délégué CGT de la MFTC.

## Les «honnêtes» Willot

Les frères Willot se sont déjà fait condamner pour escroquerie dans des affaires de vente immobilière (affaire St Frères). La MFTC est une de ces vieilles usines textiles où tout un quartier s'était bâti autour. L'usine possède en outre des terrains assez vastes, tout à côté d'un stade et de vieux bâtiments d'une ancienne annexe de l'usine. Le tout fait une vaste superficie située en plein centre de Beauvais. Les Willot viennent de faire détruire les anciens bâtiments, et de plus en plus on parle de façon officielle de lotissements qui se reconstruiront...

Evidemment, ces mètres carrés achetés pour presque rien seraient revendus très chers. Le stade, construit avec l'argent des contribuables et désaffecté depuis des années, se trouve dans un quartier où justement il n'y en a aucun ; il serait déclassé pour devenir du terrain à bâtir.

Une opération de promoteurs et frères véreux.

Et 56 licenciements en trois mois, voulus par ces mêmes frères... Mais les Dalton sont trop «honnêtes» pour cela !

## A l'appel de l'AGEG et de l'AGEM Manifestation à Paris des étudiants guadeloupéens et martiniquais

### Contre la hausse des tarifs d'Air France

UNE manifestation a eu lieu jeudi matin, entre l'université de Jussieu et la rue Oudinot, la hausse des tarifs d'Air France pour les étudiants de la Guadeloupe et de la Martinique. 300 étudiants antillais ont participé à cette manifestation, organisée à l'appel de l'Association générale des étudiants guadeloupéens et de l'Association générale des étudiants martiniquais.

Les revendications des étudiants antillais sont :

- Retour à un véritable tarif étudiant (celui-ci vient de passer de 2 400 à 3 250 F) ;
- Indexation des tarifs étudiants sur le 5e échelon de la bourse nationale ;
- Pour les enfants d'étudiants, des tarifs égaux à 10 % du tarif étudiant pour les enfants de moins de deux ans et à 50 % pour ceux de plus de deux ans ;
- Attribution d'une bourse de voyage dont le montant serait les 2/3 du tarif étudiant ;
- Prise en charge du rapatriement des étudiants à la fin de leurs études.

## Déjà 2 mois de lutte à la CGR-Mer (machines de radiothérapie)

## La direction joue la carte des malades contre les travailleurs

Correspondance

LA CGR Mer à Buc, (six kilomètres de Versailles) branche médicale du groupe Thomson, restructure. La direction du groupe a décidé le blocage des salaires et un certain nombre de mutations et de licenciements ainsi que des mises en chômage partiel.

Le personnel depuis le 5 février a adopté une forme de lutte efficace : le service après-vente et le service sous-traitance se sont mis en grève soutenus par la majorité du personnel qui verse aux grévistes 10 % de leur salaire. Cette grève dure depuis plus de deux mois déjà et ce mouvement paralyse le dépannage des machines de radio-thérapie dans les centres hospitaliers. C'est ainsi que plusieurs machines sont paralysées : une clinique de Lille, Gustave Roussy à Villejuif, Salpêtrière à Paris, Mondor à Créteil.

Les syndicats ont fait un gros travail d'information. En date du 26 mars, la direction de Buc prend prétexte de la panne d'un « Neptune 10 » pour brandir les termes de « non assistance à personne en danger ». Renseignements pris, la clinique possède un autre appareil, un thération, en parfait état de marche. La direction veut jouer la carte des malades pour faire pression sur les grévistes. En fait, elle est prête à se servir de la mort d'un malade pour faire passer son plan de restructuration.

Que les sections syndicales des hôpitaux protestent contre cette utilisation des malades en écrivant à la direction CGR Mer !  
Adresse : CGR Mer, route de Guyancourt, BP 34 - 78530 Buc

## Licenciements dans la fonction publique

### Barre menace

Correspondance

DEPUIS plusieurs mois, on se doutait que le gouvernement cherchait à réduire les effectifs dans l'administration. Cette fois, Barre met les points sur les i. Dans les directives adressées aux ministres pour la préparation du budget de 1980, il écrit : « Dans l'ensemble des administrations, la recherche d'une meilleure productivité doit être systématique... Le respect des contraintes financières doit prendre désormais le premier rang des préoccupations des administrations... Dans cet esprit, je considère que le niveau actuel des effectifs d'agents publics permet aux administrations d'assurer leurs missions nouvelles. En outre, des suppressions d'emplois correspondant à la réduction de certaines tâches devront être présentées... »

Ces directives ne parlent pas encore ouvertement de licenciements qui seraient une remise en cause directe du statut de la fonction publique. Mais de quelle manière se feront ces « suppressions d'emplois » ?

On peut faire confiance à Monsieur Barre qui déploie tout son zèle à s'occuper de l'« emploi » !

CONTRE LES EXPULSIONS  
CONTRE LES SAISIES - ARRÊTS SUR SALAIRE  
CONTRE LA FERMETURE DES FOYERS  
CONTRE LES PROJETS DE LOI STOLEUR  
POUR L'UNITE FRANCAIS-IMMIGRES

LE SAMEDI  
21 AVRIL A 15H  
PLACE  
DE LA BOURSE  
A  
STRASBOURG

TOUS A LA MANIFESTATION REGIONALE  
DES FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

### A NOS LECTEURS ET CAMARADES

- Un bandeau « Lisez l'Humanité rouge » est disponible. Passez vos commandes à l'administration.
- Le prochain bimensuel (No 53) paraîtra le 25 avril et non pas le 18 avril.
- Le quotidien ne paraîtra pas le 17 avril.

Le prochain bimensuel  
(n° 53) ne sortira pas  
le 18 avril mais le 25 avril

### Le dernier numéro de la Faucille est paru

Abonnez-vous et faites abonner vos amis

## La Faucille

CONSEIL AGRICOLE EUROPEEN EN UN FUTUR FONDS DE PROMOTION POUR LA FIXATION DES PRIX Une affaire entre Debatisse et le CNPF

Méhaignerie, président du Conseil européen, pour des hausses très faibles

Le pays où est né et a lutté Arthur Chave, son Parti, lui ont rendu un émouvant hommage

Le dernier numéro (81) du journal La Faucille vient de paraître. Au sommaire :

- Une véritable machine de guerre contre les petits et moyens paysans : le futur fonds de promotion, une affaire mijotée entre Debatisse et le CNPF.
- Agricultrice à temps partiel : une triple journée de travail (témoignage).
- Les producteurs de lait dans le département des Côtes-du-Nord.
- Le PCF et la fable du déclin de l'agriculture française ou la « défense de nos fermes ».
- Etc.

Prenez contact avec le  
Parti communiste marxiste-léniniste

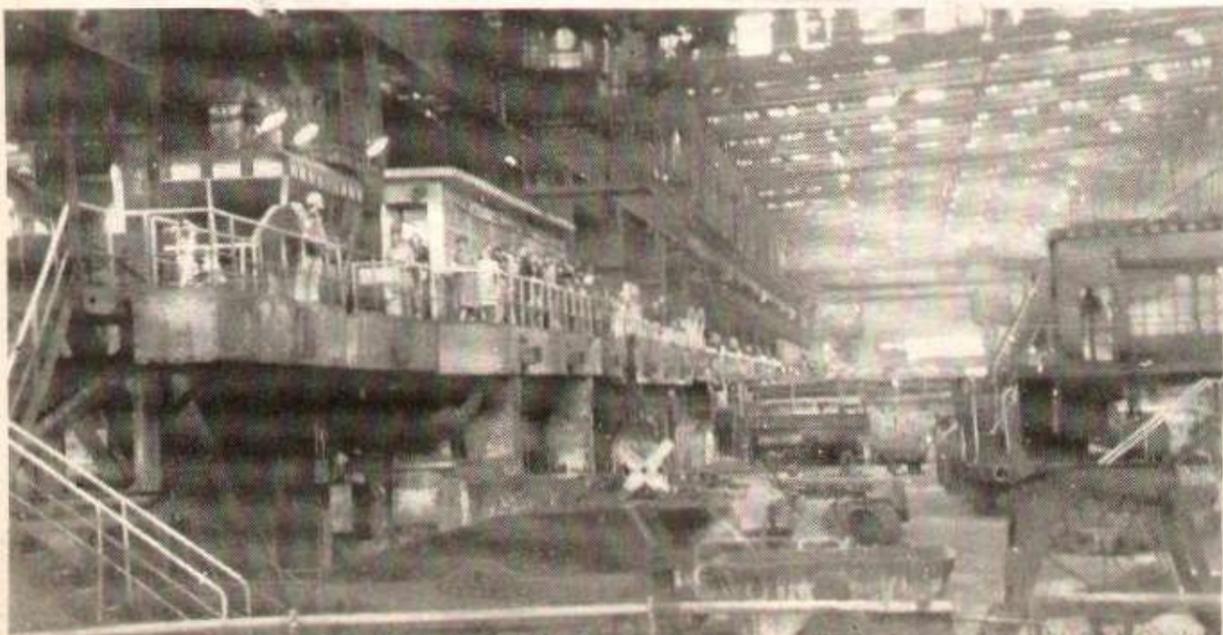
NOM .....  
PRÉNOM .....  
Lieu de travail .....  
Adresse .....  
Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
BP : 61 75861 Paris cédex 18  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druwan  
Commission paritaire No 57 952  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle  
Dépôt légal 2ème trimestre 1979



Un atelier d'Usimor-Denain. (Photo HR)

# Les monopoles français à l'assaut des marchés !

*Barre, au nom de la crise, prêche la résignation et l'austérité. Les performances des monopoles français sur le marché international montrent au contraire qu'ils sont en bonne santé*

**Q**UAND Giscard se donne comme objectif de rattraper le peloton de tête des nations industrialisées, il sait de quoi il parle. L'époque est loin où il s'agissait pour les capitalistes français de reconstruire les bases de l'appareil de production avec l'aide des USA qui y trouvaient leur compte. Certes, les capitaux américains continuent à pénétrer sur le marché français. Mais les capitalistes français possèdent aujourd'hui des atouts dans plusieurs secteurs de pointe et ont même fait quelques percées sur le marché américain. Il faut dire aussi que l'Europe leur sert de tremplin.

Examinons quelques secteurs que voici : nucléaire, caoutchouc, aérospatiale et aéronautique, automobile, informatique.

**LE NUCLEAIRE : UNE AFFAIRE QUI MARCHE**

Nous avons déjà consacré un important dossier à la lutte entre les Européens et les Américains dans le domaine du nucléaire. Nous avons vu que dans ce domaine les capitalistes français détiennent une place primordiale en Europe. Que ce soit avec

la Thomson ou la CGE, ou PUK et Empain-Schneider, il n'existe pas de concurrent à l'heure actuelle en Europe. A meilleure preuve, la construction du projet Eurodif dans le Tricastin, les accords avec la RFA sur les surrégénérateurs où

les Français ont une majorité des deux tiers.

Si, pendant un temps, l'impérialisme français a composé avec l'impérialisme américain, c'est pour pouvoir acquérir la technologie, pour voler de ses propres ailes et ainsi concurrencer les USA. L'affaire des centrales nucléaires au Pakistan en est une preuve.

**LES ORDINATEURS : LA CII EN POINTE**

Dans ce domaine, là aussi, le processus a été le même. L'impérialisme français avait un retard considérable sur les Américains en ce qui concerne les ordinateurs. Il s'est allié à un groupe américain Honeywell-Bull et en a pris le contrôle avec 54% des actions et sans doute plus, si on rajoute les parts détenues par la CGE et par Michelin puisque les machines Bull ont été créées par un membre de la famille Michelin.

Aujourd'hui, la santé de la CII est florissante et un certain nombre de succès ont été acquis : IBM a perdu le marché du secrétariat de la Défense aux USA. Les administrations françaises se voient équipées de machines CII et les Russes ont passé commande d'ordinateurs à la CII.

**CAOUTCHOUC : L'EXEMPLE MICHELIN**

Signe des temps : le marché intérieur américain est pénétré par les Européens. A meilleure preuve le cas Michelin.

Après avoir construit de nombreuses usines en Europe, Michelin s'en est allé aux Etats-Unis.

Aujourd'hui, il possède trois usines aux USA, en Caroline du Sud : Greenville, six millions de pneus tourisme, 2 500 salariés ; Anderson, produits finis, 1 500 salariés ; Spartanburg, pneus poids lourds, 1 500 salariés. Et il va en ouvrir une autre à Dale County près de Dothan en Alabama.

Les pneus à carcasse radiale métallique ont été inventés et popularisés par Michelin. Aujourd'hui 70% des voitures qui sortent de Détroit aux USA sont équipées de pneus à carcasse radiale. Michelin possède en ce domaine des avantages certains sur Firestone qui, à la suite d'accidents, a dû rapatrier 7 500 000 pneus de son modèle F 500.

Michelin a investi 500 millions de dollars de 1973 à 1977 aux USA, environ 35% de ses investissements totaux.

Bref, une percée capitale pour un monopole français.

**AUTOMOBILE : RENAULT ET PEUGEOT**

Renault a réussi, si l'on peut dire, deux coups de pokers sur le marché américain ces derniers mois. Il a pris 20% de l'américain Mack, 37 000 véhicules de plus de 15 tonnes produits en 1978.

En janvier de cette année, Renault fait vendre des R5 aux USA par American Motors et en contrepartie vend des jeeps faites par American Motors en France et dans d'autres pays. 15 000 Renault ont été vendues aux USA en 1978.

Quant à Peugeot, en rachetant les filiales de Chrysler en Europe, il est devenu actionnaire dans cette entreprise américaine qui contrôlait en France Simca. C'est donc un double défi lancé aux Américains.

**AERONAUTIQUE ET AEROSPATIALE**

Chacun connaît aujourd'hui les avions de type Mirage fait par Dassault. Tout le monde connaît aussi le Concorde qui a dû son échec aux Américains. Et puis chacun entend parler tous les jours des fameux Airbus qui se vendent comme des petits pains et qui assurent aux monopoles français une bonne marge de manœuvre contre leurs concurrents américains.

Dans le domaine des réacteurs d'avions c'est une alliance américano-française qui a emporté le marché pour équiper un certain nombre d'avions. Il s'agit d'une alliance Général-Electric-Snecma qui l'a emporté sur le groupe américain Pratt et Whitney. Il s'agit de moteurs CFM 56.

Déjà les United Airlines ont passé commande, ainsi que Delta et Flying Tiger. Le marché porté sur des centaines d'appareils à « remotoriser ».

Dans le domaine spatial, Français et Européens ont décidé d'en finir avec l'hégémonie américaine. Il y a quelques années encore, les Américains avaient le quasi-monopole dans le lancement des fusées.

Les Européens ont mis au point un lanceur du nom d'Ariane. Ariane a coûté 4,5 milliards de francs actuels d'investissement dont les deux tiers ont été fournis par les capitalistes français.

En France, le CNES est fortement concerné par ce type de lanceur. Les satellites vont devenir un « créneau » important dans les années qui viennent, notamment en ce qui concerne le transport de données informatiques et les télécommunications.

La France va se lancer sur le marché du satellite en grand. Il s'agit d'un projet de satellite probatoire de la terre d'un coût de 700 millions de francs... Ce type de satellite aura une vocation essentiellement militaire s'intégrant dans le plan de la dissuasion.

**CONCLUSION**

Dans le monde capitaliste en plein remodelage, les capitalistes français n'ont jamais été aussi gourmands et n'ont jamais marqué autant de points depuis longtemps. Le marché américain est devenu un marché lui aussi même si les USA conservent globalement une énorme supériorité. Il y aurait encore de très nombreux exemples pour montrer cette réalité.

Non l'impérialisme français n'est pas en si mauvaise posture que certains le prétendent pour accrédiiter la thèse de l'Europe allemande. Raison de plus pour penser que les capitalistes français peuvent et doivent payer. Ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de la guerre des monopoles.

Yves LEPIC



Transport de produits radioactifs. Les monopoles français du nucléaire détiennent une place primordiale en Europe.